



Vive le PCF (mlm) !

# Le Parti Communiste Français classe contre classe

## Un Parti bolchevisé isolé cible récurrente de la répression

Lorsque le Parti Communiste se fonde au Congrès socialiste de Tours de 1920, il a un mode d'organisation issu des principaux courants du mouvement ouvrier français : celui des socialistes, avec le droit de tendance, celui des syndicalistes révolutionnaires, avec une démarche activiste-substitutive.

Si ainsi l'élan est là dans la première période des années 1920, l'approche générale est éclectique à la française et l'Internationale Communiste décide de faire le ménage avec la bolchevisation. Le Parti Communiste change alors de forme, de méthode, voire d'idéologie.

Le marxisme n'est plus un romantisme levier à un « élan », il implique une liaison étroite avec l'Internationale Communiste et des principes devant être présents politiquement à tous les niveaux.

Cela ne s'est pas fait sans traverser les difficultés et cela se voit au fait qu'il tenait un congrès chaque année de 1921 à 1926, mais qu'il faut attendre 1929 pour avoir le sixième congrès, à Paris.

Ce développement qualitatif a cependant impliqué un recul quantitatif. Le Parti Communiste en France, c'est pratiquement 180 000 membres à sa fondation en 1920, avec un passage à 118 000 dès 1921, pour se retrouver à 60 000 début 1925, 53 000 en 1927.

Ce reflux reflète le fait que la France capitaliste parvient, de par sa nature agraire, à éviter les premiers dégâts de la première crise générale du capitalisme. Le Parti Communiste, né dans une vague ayant surtout été immense dans l'Est de l'Europe, se retrouve alors en porte-à-faux avec la société française stabilisée.

Il apparaît comme le représentant d'une minorité sociale radicalisée, déconnectée. La répression s'abat de manière véritablement massive sur lui et les gouvernements ne se cachent pas de vouloir le liquider, comme le ministre de l'Intérieur Albert Sarraut l'exprime lors d'un discours prononcé à Constantine le 23 avril 1927 : « le communisme, voilà l'ennemi ».

Un mois plus tard en effet le gouvernement fait voter à l'Assemblée sept demandes de poursuites contre l'ensemble des députés communistes. Les condamnations pleuvent alors, ainsi que les perquisitions et en général la poursuite des activités communistes.

On a notamment en septembre 1927 la condamnation à de fortes amendes pour provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste de toute une série d'activistes.

Concrètement, toute la période de la fin des années 1920 et du début des années 1930 est marquée par des interventions régulières voire systématiques de la police et des gardes mobiles contre les meetings, les rassemblements, les manifestations, les fêtes du Parti Communiste et de la CGT Unitaire qui lui est liée.

Cela est vrai en fait de toute initiative ouvrière en général et les grèves font pareillement face à une société capitaliste hargneuse et brutale. Cependant, l'État français vise clairement à supprimer une menace politique et il a d'ailleurs ici l'appui ouvert de la SFIO qui aimerait bien se débarrasser de ce concurrent sur sa gauche.

Le Parti Communiste va ici se retrouver face à une contradiction qu'il va chercher à résoudre pendant toute cette période, sans y parvenir. Puisque en effet la répression touche tous les ouvriers, qui régulièrement protestent ou sont en grève dans le pays, alors le Parti Communiste considère qu'il doit maintenir une ligne de conflit ouvert, pour apparaître comme le pôle révolutionnaire.

C'est le principe du mot d'ordre « classe contre classe » qui devient la ligne à partir de 1928.

Cependant, en même temps, le Parti Communiste ne parvient à n'être qu'une fraction de la contestation ouvrière. Il n'est tout simplement pas capable d'autonomie, de développer lui-même les initiatives de masse : à chaque fois qu'il l'entreprend dans cette période, c'est l'échec.

Un exemple est ici très parlant : 100 000 personnes manifestèrent à Paris le 7 août 1927, en soutien aux anarchistes américains Sacco et Vanzetti menacés d'être condamnés à mort pour un hold up qu'ils n'avaient pas commis. Le Parti Communiste était alors présent et efficace, formant la fraction la plus organisée et la plus volontaire.

Mais lorsqu'il décide d'organiser dans la foulée une manifestation parisienne contre le défilé des vétérans américains de l'American Legion, c'est l'échec faute d'être en mesure de faire face à la répression effectuée par la police.

En même temps, la mairie de Clichy inaugure une place Sacco et Vanzetti. La conclusion tombe alors d'elle-même : ce qui peut fonctionner, c'est un repli territorial et une quête de symbolisme dans les bastions, un positionnement radical au sein d'un mouvement plus général.

## **Un Parti borné mais exemplaire de combativité**

La ligne « classe contre classe » est à la fois le prolongement et le dépassement du Parti Communiste des années 1920. En effet, d'un côté, il s'agit de se positionner comme faction bolchevique de la classe ouvrière, d'exiger un conflit de classe ouvert et d'attirer à soi les ouvriers dans le cadre de ce conflit.

De l'autre, la dimension bolchevique est relativisée par un style « minorité agissante » typique du syndicalisme révolutionnaire français. Cela se lit de deux manières. Tout d'abord, dans la forme, l'Humanité utilisant pendant toute cette période l'expression syndicaliste révolutionnaire « action directe », ce qui est littéralement aberrant.

Dans le contenu ensuite, puisque le Parti Communiste et la CGT Unitaire marchent en tandem, l'un étant l'autre dans les faits et vice versa. Être un bon communiste est alors ni plus ni moins qu'être un bon syndicaliste, si l'on omet l'appareil du Parti, la Jeunesse Communiste et l'Humanité.

C'est là une contradiction entre bolchevisme et syndicalisme révolutionnaire et cela va littéralement pencher du second côté, dès le départ avec un sectarisme affiché et à la fin avec la révélation de l'existence d'une direction cachée en 1931.

Le sectarisme est la marque du Parti Communiste « classe contre classe » et c'est d'ailleurs la même chose en Allemagne, où l'Internationale Communiste bataille de manière ininterrompue contre ce défaut rédhibitoire.

En France, pays de moindre importance et de moindre envergure dans la vague révolutionnaire mondiale, bien plus arriérée politiquement et idéologiquement, le Parti Communiste a une marge de manœuvre plus grande ; ce n'est pas avant 1930 que l'Internationale Communiste viendra mettre le holà.

Au début 1928, le Parti Communiste peut donc assumer une ligne particulièrement romantique où il se présente comme résolument seul, persécuté par le « bloc de toute la bourgeoisie » et en proie à l'hostilité du « socialisme failli ».

Et comme le congrès de décembre 1927 de la SFIO a rejeté la proposition (par ailleurs purement symbolique) d'un « Bloc ouvrier et paysan » - Léon Blum précisant qu'il ne ferait même pas aux communistes l'honneur d'une réponse-, la ligne « classe contre classe » peut d'autant plus prendre un tournant sectaire.

En théorie, il s'agit de mettre en valeur un Front ouvrier dans les luttes menées, d'attirer tous les ouvriers. En pratique, le Parti Communiste va se précipiter par l'intermédiaire de la CGT Unitaire dans une ligne combative substitutive.

De tous façons, dans les faits, le Parti Communiste n'a pas de réel programme, à part un système de valeurs consistant à se référer à l'expérience soviétique, à ce qui se construit en URSS par le socialisme. L'Humanité y accorde une place essentielle et les brochures s'orientent également de plus en plus en ce sens, la très grande majorité étant consacré à l'URSS, une petite minorité étant au sujet de la France.

Pour le reste, l'Humanité, qui fait six pages et est composé de brefs articles pour la plupart, aborde les luttes ouvrières, la vie politique, les faits divers, parfois la science et le sport. Le quotidien du Parti n'est en fait qu'une caisse de résonance, il n'a pas de ligne éditoriale particulière, il n'est pas porté par une équipe ayant une vision du monde propre à un organe de presse.

Et ce n'est pas le Parti qui peut lui amener, puisqu'il se voit lui-même comme un Parti de combat, ni plus, ni moins.

Si cela a cependant ses limites, cela correspond à une situation française réelle. Lorsque le 21 janvier 1928, le numéro spécial de l'Humanité consacré à la répression est publié, l'État le fait directement saisir de par la menace que cela représente. Cela débouche le lendemain sur une grande manifestation ouvrière en périphérie de Paris, à Levallois-Perret.

En mars 1928, l'appel à la grève dans le bâtiment est un grand succès en régions parisiennes, tout comme la manifestation parisienne du 15 avril 1928 pour l'amnistie et pour la défense de l'URSS, qui est marquée par un court très violent affrontement avec une police agressive et ultra-provocatrice.

De plus, cette combativité est alimentée en thèmes par l'Internationale Communiste et au fur et à mesure, les deux thèmes principaux deviennent la guerre impérialiste et la rationalisation.

Le Parti Communiste est ainsi borné, mais combatif et s'inscrit dans le prestige de l'URSS. En ce sens, il n'est qu'une fraction de la classe ouvrière, mais une fraction reconnue et soutenue, à défaut qu'il y ait une participation de masse.

Cela se voit dans les bons résultats aux élections législatives d'avril 1928, où le Parti Communiste présente donc sa liste du Bloc ouvrier et paysan, alors que s'allient les radicaux-socialistes, les républicains socialistes et les socialistes.

Ce Bloc ouvrier et paysan témoigne du progrès communiste dans l'Allier, les Bouches-du-Rhône, le Gard, la Loire, le Nord, le Pas-de-Calais, la Saône-et-Loire, la Haute-Vienne, ainsi que l'Alsace où le Parti Communiste est un fervent partisan de l'autonomie.

Le Bloc ouvrier et paysan obtient ainsi 1 063 943 voix, la SFIO 1 698 084, les républicains socialistes 410 375, les radicaux et les radicaux socialistes 1 655 427.

C'est un très bon résultat communiste, avec ce paradoxe que le Parti Communiste, qui n'a que 52 000 membres au moment des élections, en aura... 38 000 l'année suivante.

Le Parti Communiste est une fraction reconnue et rien d'autre, s'appuyant de manière centrale sur son bastion de la banlieue de la Seine, la fameuse ceinture rouge autour de Paris, avec d'ailleurs 114 000 voix pour les communistes au premier tour, 141 000 au second (sur 370 000).

Il y a d'ailleurs le début de ce qui devient la fête de l'Humanité, avec 50 000 personnes à Garches en juillet 1928.

En ce qui concerne les élections nationales elles-mêmes, elles sont totalement au désavantage du Parti Communiste en raison du vote local et à deux tours. L'absence de proportionnelle fait qu'au lieu qu'il y ait 67 députés communistes, il n'y en aura que 14, dont deux se feront recalcr pour « inéligibilité » dans le cadre de la répression anticommuniste.

## **Un Parti acculé mais résistant**

Les très bons résultats communistes aux élections de 1928 sont une défaite pour la SFIO ; celle-ci a pratiquement 1,7 millions de voix, mais le Parti Communiste un peu plus d'un million de voix et il apparaît ainsi comme tout sauf marginalisé.

De plus, c'est la droite qui l'emporte et parvient à une alliance avec le centre, ce qui ruine la prétention « réaliste » de la SFIO à une majorité d'union avec les centristes et l'amène à accuser les communistes de faire le « jeu de la réaction ».

Il est toutefois un point positif pour elle, c'est que sa base n'a pas du tout été ébranlée. Il n'y a pas eu de mouvement de la base pour l'unité, à part à Forcalquier dans les Basses-Alpes, car le SFIO Charles Baron a accepté une base d'unité dès le départ, mais en même temps il avait rejoint le Parti Communiste en 1920 pour s'en faire exclure en 1924 pour appartenance à la franc-maçonnerie.

Une autre exception est que le Parti Communiste ne s'était pas maintenu au second tour à Avesnes dans le Pas-de-Calais où un candidat était ouvertement celui de la haute bourgeoisie.

La SFIO – qui est un parti avec une présence importante d'instituteurs et de fonctionnaires en général, ainsi que de professions libérales – se mit par conséquent à renforcer sa dénonciation systématique des communistes, ce qui se lit à son congrès à la fin du mois de mai 1928, où la motion qui triomphe parle du « bolchevisme qui démoralise et dégrade la classe ouvrière ».

En réponse, le Parti Communiste tire régulièrement à boulets rouges sur les « social-fascistes ». Il va devoir cependant faire face à un gouvernement de droite qui sait que la SFIO ne fera rien en sa faveur.

La pression monte immédiatement, comme au début août 1928, avec à la suite d'un meeting parisien de 10 000 personnes, l'interdiction le lendemain d'un meeting anti-guerre à Ivry et l'arrestation de pratiquement 1400 personnes.

Elle ne va pas cesser de grimper, jusqu'à la mi-1929. Le premier mai 1929 est ainsi marqué par plus de 300 arrestations préventives.

Cependant il y a des manifestations à Paris et en région parisienne (Argenteuil, Bezons, Gennevilliers, Puteaux, Vitry, Saint-Germain, Aulnay, Levallois, Villejuif, Villeparisis...), Lille, Valenciennes, Dunkerque, Rouen, La Rochelle, Chalons sur Saône... ainsi que dans plusieurs villes où l'interdiction de manifester fut bravé : à Douai, Saint-Quentin, Reims, Dijon, Saint-Étienne, Lyon, Bordeaux...

Ainsi qu'à Lens où les barrages des forces de l'ordre furent forcés, mais que la répression s'abattit tout de même en raison de la pression du maire socialiste Alfred Maës (dans la foulée la ville sera en état de siège pour l'interdiction d'un meeting du Secours Rouge le 3 mai).

Pratiquement 4 000 personnes auront été arrêtés par la police pendant cette courte séquence.

Aux élections municipales de mai 1929, le Parti Communiste maintient ses positions et élargit un peu son champ électoral. Les communistes disposent alors de 115 conseils municipaux contre 70 auparavant, dont 26 (contre 21 auparavant) dans les villes de plus de 5 000 habitants, ainsi que des minorités dans 139 (contre 55 auparavant).

Mais le 26 mai lorsque des dizaines de milliers de personnes viennent au cimetière parisien du Père-Lachaise célébrer la Commune, il y a de très violents accrochages avec la police qui multiplie agressions et provocations.

Le 17 juillet 1929 a lieu la perquisition de l'Humanité et du siège du PCF, avec des arrestations ; quatre jours plus tard, le 21 juillet, 96 communistes sont arrêtés à Villeneuve-Saint-Georges et accusés de complot contre la sûreté de l'État.

Le 21 juillet la police tente le coup de force à Clichy et Villeneuve-Saint-Georges, procédant à une centaine d'arrestations, alors que des perquisitions ont encore lieu chez des cadres et dans des locaux parisiens (siège de l'Humanité, du Parti au niveau national et celui pour la région, les syndicats unitaires...) de par la suite, que le gérant de l'Humanité est condamné à quinze ans de prison...

L'Humanité a été perquisitionné trois fois en huit jours.

Et, à la fin juillet 1929, ont été arrêtés pas moins que Maurice Thorez et Benoît Frachon (soit la moitié de la direction), le gérant de l'Humanité Gérard Daquin de Saint-Preux, le secrétaire de rédaction de l'Humanité Pierre Forestier, le secrétaire des travailleurs des chemins de fer de la CGT Unitaire Lucien Midol, le secrétaire de la Fédération postale de la CGT Unitaire Henri Gourdeaux, l'un des responsables de la région parisienne et membre du Comité Central Marcel Maizières, l'important cadre Édouard Dudilieux, etc.

L'Avant-Garde, le journal des Jeunesses Communistes, est également saisi, alors que dans la foulée, pour la journée internationale contre la guerre le 1<sup>er</sup> août le Parti Communiste échoue totalement dans sa mobilisation et seulement 8 000 ouvriers font grève et manifestent, l'Humanité étant saisie.

Cet échec est dû à une répression sévère ; alors que la grève a commencé à 11 heures (afin que celle-ci soit vraiment « d'entreprise »), l'État mène des arrestations préventives, lance la police, les gardes mobiles, l'armée. Les affrontements sont nombreux : à l'usine parisienne de Citroën, à Alais, Bezons, Waziers-Douai, Rouen, Nîmes, Troyes, Romilly, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Sète, Audincourt, Anzin...

Suivront en septembre les arrestations du secrétaire de la CGT Unitaire Gaston Monmousseau et de Paul Vaillant-Couturier ; toutes les manifestations communistes sont interdites. 1 127 communistes ont été condamnés, pour 260 années de prison au total, avec plus d'un million de francs à payer.

Cela provoqua une vague capitularde avec des gens fondant un « Parti ouvrier-paysan », avec comme noyau dur les « six » (Louis Sellier, Jean Garchery, Charles Joly, Louis Castellaz, Camille Renault, Louis Gélis) ; cet éphémère nouveau parti s'alliera au « parti socialiste-communiste » pour fonder le « parti d'unité prolétarienne », qui lui-même rejoindra la SFIO en juin 1937.

## **Le Parti et son sixième congrès**

La très violente répression générale contre le Parti Communiste à la mi-1929 se produisit alors qu'il venait de tenir son sixième congrès, qui établissait le triomphe de la bolchevisation dans les faits, le précédent congrès ayant eu lieu en 1926.

Le contexte de sa tenue était évidemment explosif dans le cadre de la montée en puissance de la répression.

Le 18 mars 1929, le Parti décidait de tenir un meeting à Issy-les-Moulineaux, une ville de la banlieue parisienne qui comme la banlieue ouest en général est alors largement ouvrière, avec des usines de métallurgie, d'aviation, d'appareillage électrique, de chimie. Le maire socialiste Justin

Oudin, qui était un renégat du Parti, refusa de fournir la seule salle adéquate à la mairie, puis appela même les forces de l'ordre qui vinrent à 1500, tant en civil qu'en voitures et à cheval.

Le 24 mars, la police arrêta les 120 congressistes présents à Clichy pour la conférence du Parti pour la région parisienne, huit furent jetés en prison après avoir été sévèrement tabassés. Lorsque la mairie de Clichy raconta la répression sur des affiches municipales, la police arrêta les colleurs et lacéra les affiches ; cinq meetings en région parisienne s'ensuivent.

Lorsque le 31 mars, le sixième congrès se tint à Saint-Denis, la ville était comme assiégée par les forces de l'ordre.

Dans cette atmosphère bouillante, alors que se préfigure une terrible répression, le manifeste du congrès dit notamment :

« Composés en énorme majorité de militants de l'usine, formés au cours de la lutte quotidienne et acharnés contre le patronat, l'État bourgeois et la trahison socialiste, sans cesse frappés par la répression patronale et gouvernementale, les membres du Congrès représentent l'avant-garde authentique de la classe ouvrière exploitée par le capitalisme français.

Aussi, loin des préoccupations parlementaires sordides auxquelles se complaisent les politiciens bourgeois ou « socialistes » de tous les autres partis, le 6<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste français a étudié et déterminé les moyens et la tactique de la lutte à mener en FRANCE dans la période actuelle ; lutte dont l'aboutissement historique est :  
L'INSTAURATION DU COMMUNISME MONDIAL PAR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT (...).

Cette lutte gigantesque se déroule dans une période où le monde entier vit SOUS LA MENACE D'UNE NOUVELLE GUERRE IMPÉRIALISTE PROCHAINE (...).

Les magnats français de l'industrie lourde et de la finance qui détiennent le pouvoir véritable du pays examinent en ce moment les bilans de leurs banques, supputent les profits colossaux de leurs ventes et de l'exportation de leurs capitaux et rêvent de la conquête des nouveaux marchés encore plus fructueux.

Mais lancés dans une concurrence effrénée, ils se heurtent partout aux impérialismes rivaux, en première ligne desquels s'impose l'insatiable et colossal impérialisme américain.

Parcourant le monde à la recherche de débouchés sans lesquels c'est la décadence et la faillite, ils se heurtent pleins de haine et de rage à l'Union des Républiques socialistes soviétiques, à la Chine et aux Indes, énormes continents où fermentent de gigantesques luttes révolutionnaires.

Dans leur fièvre de profits, dans l'impérieuse nécessité d'assurer leur suprématie, ils mettent tout en œuvre pour pouvoir résoudre ces conflits non plus seulement par des moyens économiques, mais par la force, PAR LA GUERRE.

C'est pourquoi, par instant, sous l'épais manteau de la diplomatie secrète, apparaît partiellement, à la lueur des scandales, TOUTE LA TRAME DE LEUR PRÉPARATION INTENSE DE LEUR GUERRE (...).

Inquiet du développement du Parti communiste dont l'influence va croissant dans les entreprises, dans l'armée et la marine et qui entraîne des masses de plus en plus nombreuses à l'action, IL [l'État impérialiste] VEUT LE METTRE HORS LA LOI (...).

A partir de la guerre du Maroc, le rôle du parti socialiste change et se précise. D'instrument de défense de la bourgeoisie, il devient l'instrument de L'ATTAQUE CAPITALISTE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE (...).

Des usines doivent partir les colonnes ouvrières compactes et disciplinées. A travers la lutte pour les revendications immédiates, elles briseront la paix industrielle qui prépare la guerre.

En liaison avec elles, les manifestations de soldats et de réservistes qui ont fait retentir l'Internationale dans les camps et hisser le drapeau rouge sur les casernes, le mouvement d'organisation et de défense des paysans contre le capitalisme et l'État, le mouvement profond des masses opprimées d'Alsace-Lorraine, les insurrections héroïques qui surgissent dans les colonies « françaises » donnent à tout ce mouvement son véritable caractère politique de lutte grandiose contre l'impérialisme français (...).

Ouvriers, paysans, soldats, esclaves des colonies !

Le Parti communiste vous appelle à l'unification de votre lutte commune contre l'impérialisme et ses laquais socialistes.

Face au front unique que la bourgeoisie et la social-démocratie ont réalisé pour la guerre impérialiste et pour l'étouffement de la révolution prolétarienne, le Parti communiste vous appelle au front unique de tous les exploités et opprimés : CLASSE CONTRE CLASSE ! »

Le 6<sup>e</sup> congrès fait surtout preuve d'autocritique, d'une grande portée parce qu'elle implique de se mettre à la hauteur des enjeux, de disposer enfin d'une grille d'analyses. Le rapport au congrès dit ainsi :

« N'ayant pas justement apprécié dans son constant développement la politique suivie par la grande bourgeoisie pour obtenir la constitution d'un gouvernement fort, capable d'appliquer sa politique de stabilisation et de rationalisation par une sur-exploitation des masses ouvrières et paysannes dans la métropole et des colonies, la Direction du Parti ne comprit pas immédiatement la signification de la venue de l'Union Nationale au pouvoir avec Poincaré et n'informa pas le Parti.

Elle ne vit pas tout de suite que ce gouvernement signifiait le rassemblement de la quasi-totalité de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, avec l'appui du Parti socialiste, pour la réalisation d'une politique commune, dont la base allait être le plan des experts. »

Et effectivement, cela permettait également l'offensive contre le Parti dans la foulée du congrès.

## **Le Parti et le 1<sup>er</sup> août**

La très violente répression contre le Parti Communiste à la mi-juillet, dans la foulée du sixième congrès tenu en mars, n'a pas empêché le début d'une nouvelle séquence, celle du premier août. C'est en effet une journée internationale contre la guerre considérée comme de haute importance pour l'Internationale Communiste.

En ce sens, en amont du 1<sup>er</sup> août 1929, le Parti Communiste avait depuis de très nombreuses semaines appelé à une mobilisation anti-guerre pour cette date, y associant toujours plus un appel à la bataille contre la répression.

Ce fut cependant un échec quasi complet. La police saisit l'Humanité et occupa l'imprimerie, tout en arrêtant des centaines de personnes. Il y avait bien l'idée de sortir en catastrophe un nouveau journal, L'Internationale, mais celui-ci fut immédiatement interdit également.

Il y eut bien des manifestations un peu partout dans le pays, mais la répression policière fut omniprésente, avec Paris en état de siège.

En toute bonne logique, il aurait fallu avoir conscience de la faiblesse historique du moment, mais une telle considération était hors d'atteinte pour des communistes fondamentalement liés à la tradition syndicaliste révolutionnaire française.

Le Parti Communiste se précipita donc d'autant plus dans l'agitation permanente, prônant la grève politique de masse. Maurice Thorez fait même du 1<sup>er</sup> août 1929 le modèle embryonnaire de ce qui doit se développer, considérant que :

« Le 1er août, le prolétariat, à l'appel de l'Internationale communiste, se proposait de manifester contre la guerre impérialiste et pour la défense de l'U.R.S.S. La liaison établie avec les revendications immédiates ne soulignait que plus fortement le caractère profondément politique du mot d'ordre principal et de celui qui le suivait immédiatement : lutte contre la social-démocratie.

Les formes de la manifestation du 1er août ont été multiples. La plus efficace a été la grève. Des centaines de milliers de prolétaires ont réalisé le 1er août une importante grève politique de masse. Le chômage a été presque total pour les mineurs ; le bâtiment, les métallurgistes, les ouvriers du textile ont fourni de gros bataillons de grévistes. Les ouvriers des services publics, en nombre encore restreint il est vrai, ont aussi participé à la grève politique.

Souvent loin de se croiser les bras et de rester tranquillement chez eux, les grévistes ont manifesté dans les rues et ont soutenu de violents combats contre les forces policières. Les manifestations commencèrent même dans les usines, et la lutte contre la police en uniforme fut menée à l'intérieur des entreprises. Chez Citroën ce fut dans la journée une succession d'actions partielles qui aboutirent à la grève sur le tas et au chômage de milliers d'ouvriers, et ce malgré la terreur policière et le mouchardage « rationalisé ».

Il se produisit des cas de fraternisation entre grévistes et soldats, notamment à Troyes, Sète et Anzin.

Ce qui donne toute leur signification à la grève politique du 1er août et aux autres moyens de lutte révolutionnaires qui l'accompagnèrent, c'est leur application dans les conditions d'un régime d'exception, qui démontre un effort formidable de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire, mais qui souligne aussi le passage à un degré plus élevé de l'action de masse contre l'impérialisme.

La grève politique du 1er août s'est réalisée contre la coalition gouvernementale, patronale et social-démocrate.

Le gouvernement bourgeois a mobilisé pour la première fois à l'échelle nationale ses nouvelles formations de guerre civile ; il a fait procéder à une occupation militaire ostensible des centres industriels.

La presse bourgeoise a donné à fond contre le communisme et la « Journée rouge ». Mais c'est la social-démocratie qui a fourni les arguments idéologiques contre le « putsch » communiste, qui a dénoncé la « violence » communiste et qui a engagé, parallèlement au complot gouvernemental, une abominable campagne de calomnies et de ragots policiers contre le Parti communiste et ses militants.

La grève politique a permis de démasquer les opportunistes du Parti et leurs amis de la C.G.T.U. Les dirigeants de certains syndicats unitaires, sous l'inspiration des Monatte et Cie, sont allés jusqu'au sabotage direct de la « grève communiste », tandis que dans le Parti les éléments « légalistes » et passifs se sont découverts et ont suscité contre eux l'indignation des éléments combatifs du Parti et des sympathisants qui participèrent ardemment à l'action du 1er août.

Une constatation de prix, c'est la nécessité pour le succès de la grève politique de savoir bien relier les revendications les plus minimales aux mots d'ordre principaux.

Partout où cette liaison a été opérée de façon satisfaisante la grève fut presque totale (par exemple chez les mineurs). Ainsi il apparaît que, bien loin de conduire à la méconnaissance et à la sous-estimation des revendications partielles, la grève politique de masse exige leur parfaite élaboration et vulgarisation et une grande aptitude à les rattacher aux objectifs plus généraux du prolétariat.

Le 1er août a montré l'influence grandissante du Parti communiste, la reconnaissance dans la bataille de son rôle dirigeant, c'est-à-dire, par conséquent, la maturité politique déjà grande de larges couches de la classe ouvrière. Sous l'influence des facteurs objectifs et subjectifs, un nombre considérable de prolétaires se sont assimilés « pratiquement » la « grève politique de masse ».

Enfin l'action du 1er août a mis en relief la valeur de la grève politique de masse combinée avec d'autres formes de lutte, en premier lieu la manifestation d'usine et de rue. On a vu comment l'usine était vraiment la base d'opérations du prolétariat

révolutionnaire, le pivot de son action, comment il partait de là pour opposer un front solide aux attaques policières et réussir à tenir la rue.

Mais on a vu aussi l'importance des problèmes d'organisation. L'initiative des masses s'est manifestée avec une étonnante variété ; elle s'est surtout déployée là où l'organisation en avait créé les prémisses, elle n'a pu nulle part suppléer totalement à l'absence d'organisation.

Deux questions principales sont posées à ce sujet : 1° le rassemblement des ouvriers de l'entreprise dans une large organisation qui prépare activement la grève et en assure la réussite ; c'était le rôle dévolu aux comités du 1<sup>er</sup> août, dont bien peu furent effectivement constitués ; 2° la constitution, avec l'aide de comités de lutte, de groupes de défense ouvrière pour l'organisation du débauchage, la protection des cortèges ouvriers, et la lutte contre la police. »

Naturellement, la répression se prolongea ; à la mi-août c'est la Banque Ouvrière et Paysanne qui fut la cible d'un raid, alors que depuis des semaines il y avait l'objectif de la faire s'effondrer et de couler l'Humanité par la même occasion.

Cela provoqua des frictions entre la direction du Parti et la direction de l'Humanité, celle-ci mettant en avant le quotidien comme « historique » depuis Jean Jaurès et valorisant particulièrement la Banque Ouvrière et Paysanne, alors que la direction souhaitait bien sûr que ce soit en tant qu'organe du Parti que l'Humanité soit valorisée et présentée comme une cible de la bourgeoisie.

En ce sens, il y a un tournant avec le 1<sup>er</sup> août 1929 : le Parti Communiste entend passer en force.

## **Le Parti des barricades**

Cet espoir du Parti Communiste de passer en force après le 1<sup>er</sup> août 1929 était particulièrement volontariste. Le Parti, en 1929, n'a que 358 cellules d'entreprises, qui regroupent seulement 5660 membres dans des usines regroupant un peu moins de 300 000 personnes.

De plus, la répression ne s'arrête pas. En septembre 1929, toutes les salles municipales sont interdites à la CGT Unitaire sur ordre du gouvernement, début octobre c'est le congrès de la Jeunesse Communiste qui ne peut pas obtenir de salle, fin octobre c'est l'Humanité qui se voit ajouter une inculpation : celle de complot contre la sûreté extérieure de l'État.

Ainsi, Marcel Cachin, Henri Barbusse et Paul Vaillant-Couturier sont, en tant que directeurs et rédacteurs de l'Humanité, accusés d'espionnage ; Jacques Doriot, André Marty et Jacques Duclos, en tant que membres du Comité Central du Parti Communiste, sont accusés de complot.

Cependant, la position du Parti Communiste reflète également une nouvelle situation, celle d'une poussée révolutionnaire des masses, alors que la France n'échappe plus à la première crise générale du capitalisme à la suite de la crise américaine d'octobre 1929.

Le nombre de grèves en 1930 augmente de plus de 50 % par rapport à 1929 et le niveau de violence s'élève particulièrement.

Un événement marquant est, en juillet 1930, une manifestation au Petit-Quevilly contre la loi sur les assurances sociales se faisant aux dépens des ouvriers. Lorsque les forces de l'ordre bloquent le cortège se dirigeant vers le centre de Rouen, du matériel d'un chantier voisin est récupéré et il s'ensuit un violent affrontement.

Mais le véritable symbole va se produire une année plus tard.

La grève du textile à Roubaix contre la baisse des salaires est portée par 114 000 des 127 000 travailleurs en mai 1931 ; en juin 199 usines sont fermées, 12 le sont partiellement, seulement 9 sont en activité, alors que de véritables barricades sont construites dans le quartier des Longues Haies, prélude à de violentes bagarres de rue avec la police.

Ces barricades sont, pour le Parti Communiste, le symbole même de sa ligne appelant à des actions exemplaires de masse appelées à devenir toujours plus puissantes et à se développer comme insurrection urbaine.

C'est que, très bien structurées, ces barricades disposaient même de fils de fer tendus sur leur devant pour empêcher le passage de la police à cheval, alors que le repli était parfaitement assuré et prévu.

Le Parti Communiste publie dans ce cadre une brochure élogieuse sur cet épisode des barricades, avec une préface de Maurice Thorez, lui-même expliquant, en juin 1931, dans son article « La leçon des barricades » en Une de l'Humanité, que :

« Les barricades de la rue des Longues-Haies ont suscité un vif élan d'enthousiasme dans la classe ouvrière.

Le vieux sang révolutionnaire bouillonne de nouveau dans les veines des prolétaires du pays. Dimanche, dans les rues de Lille et sous le dôme historique, témoin des controverses passionnées [dites sur « les deux méthodes »] entre ces deux grands artisans de notre mouvement ouvrier que furent Guesde et Jaurès [en novembre 1900 à l'hippodrome de Lille], la foule immense des travailleurs exprimait, bien, par ses cris et ses chants, le sentiment populaire d'admiration pour les glorieux combattants de Roubaix.

Ce n'est pas chez les prolétaires que l'on trouverait ces canailles - flétries jadis par Guesde [qui a rejoint l'Union sacrée en 1914 et est resté SFIO en 1920] - qui insultent les « émeutiers ». Les petits bourgeois du [quotidien de la SFIO] Populaire, plus lâches encore que leurs maîtres capitalistes, peuvent tenter de discréditer les ouvriers de leur propre parti qui se sont battus, coude à coude avec les nôtres, contre l'odieuse garde mobile, instrument de la dictature bourgeoise !

La classe ouvrière ne se laisse pas abuser. Elle est, sans réserves, solidaire des courageux lutteurs des barricades.

Notre tâche de communistes est dégager rapidement la signification et les enseignements des barricades de Roubaix afin que les travailleurs n'entretiennent pas seulement la leçon d'héroïsme, mais qu'ils en comprennent la portée historique et qu'ils

puisent, dans cet épisode de la lutte des classes, la certitude des combats révolutionnaires à venir et de la victoire prolétarienne qui les couronnera si nous savons les préparer.

Les barricades de Roubaix ont fait plus pour détruire les illusions dans la démocratie mensongère de la bourgeoisie et dans la mystique réformiste de la « paix sociale », que des dizaines d'articles ou de discours communistes.

Que le premier grand combat de rue se soit déroulé Roubaix, où prédomine encore l'influence social-démocrate, c'est l'indication la plus sûre d'un profond mouvement de radicalisation des masses ouvrières, dont les luttes, atteignent déjà aux formes les plus élevées !

Les barricades de Roubaix, alors que les prolétaires d'Allemagne en dressaient dans leurs grandes villes, montrent aussi l'approfondissement et la généralisation de la crise qui ébranle le monde capitaliste.

Elles confirment la poussée révolutionnaire mondiale. Elles ont une valeur internationale.

Les barricades ont été pour les ouvriers de Roubaix le seul moyen de garder la rue qu'on voulait leur enlever. Elles ont été le moyen de conserver le pain qu'on veut leur ôter de la bouche.

La démonstration est ainsi faite aux prolétaires attentifs que, dans l'étape actuelle de la lutte des classes, la simple défense du salaire prend rapidement les aspects d'une grande bataille politique.

La grève du Nord met en jeu, avec les intérêts opposés des ouvriers et des patrons, tout le plan de misère, de répression et de guerre de la bourgeoisie impérialiste, dont le patronat du Nord est une fraction importante.

La grève du Nord voit s'exercer, contre les prolétaires sortis des usines, la politique du capital représenté par ses ministres, ses procureurs, ses juges, ses gardes mobiles et servi par ses laquais les chefs social-fascistes. Les manœuvres hypocrites d'arbitrage se combinent avec la répression et la terreur policière.

Et cependant, voilà que le prolétariat fait reculer la garde mobile, troupes de choc chère à MM. les socialistes qui en ont prévu la création et l'emploi dans les grèves (projet Renaudel sur la réorganisation militaire).

Déjà les mineurs, à Henin-Liétard, Sin-le-Noble, Lens et dans vingt autres cités, avaient magnifiquement répondu aux charges des « cosaques ».

Déjà, pour la première fois depuis longtemps, les ouvriers parisiens, malgré les 35 000 flics de Laval, avaient manifesté dans Paris le 1<sup>er</sup> mai dernier.

Maintenant, les ouvriers de Roubaix apportent à leur tour la preuve que l'on peut résister victorieusement à l'attaque et à la provocation policières.

La bourgeoisie aux abois avait espéré que la puissance de son formidable appareil militaire et policier suffirait à briser la moindre grève pour le pain et à entraver les progrès du mouvement révolutionnaire.

Elle comptait aussi sur le poison réformiste et démocratique distillé savamment depuis des décades dans les masses prolétariennes.

L'exemple de Roubaix montre que MM. les bourgeois et les chefs social-fascistes déchanteront.

A quelques semaines du 1<sup>er</sup> août, qui verra de puissantes démonstrations prolétariennes contre la guerre impérialiste et pour la paix, et alors qu'il faut rassembler les forces pour l'aide rapide aux grévistes du Nord, tous les travailleurs feront bien de méditer sur les enseignements des barricades de Roubaix.

Ils se convaincront de la possibilité de manifester, envers et contre tout, pour les revendications ouvrières. Et ils feront un grand pas dans la voie qui mène, à travers les combats, au renversement de la Dictature bourgeoise et à l'instauration de la dictature du prolétariat. »

## **Le Parti et son nombre statique**

La ligne des « barricades » reflète d'autant plus un volontarisme suiviste que, entre-temps et parallèlement, le Parti Communiste n'arrive pas à mobiliser à partir de lui-même, ni pour le premier mai, ni pour célébrer la Commune de Paris au mur des fédérés, ni pour l'initiative anti-guerre du premier août, alors que ce sont les dates clefs pour lesquelles une grande énergie est investie.

Le premier mai 1930, l'Humanité est ainsi saisie, même si 80 000 exemplaires sont tout de même diffusés, les rassemblements ne dépassent pas l'influence immédiate du Parti, tout comme le 25 mai 1930 pour la Commune au mur des fédérés, avec plusieurs dizaines de milliers subissant une attaque de la police.

Craignant encore un manque de succès, le Comité Central du Parti Communiste produisit alors juste avant le premier août 1930 un document réalisé avec l'Internationale Communiste lançant un grand avertissement.

Hors de question de continuer à accepter une démarche rentre-dedans dans le style français, cette fois il faut œuvrer de manière multiple et constructive. Il est ainsi dit :

« L'Internationale et le Parti communiste ont attiré justement l'attention des masses travailleuses sur l'aggravation du danger de guerre : guerre entre les États impérialistes en proie aux difficultés économiques, guerre surtout du monde capitaliste contre l'État soviétique où se réalise le socialisme.

L'Internationale Communiste et le Parti considèrent comme une tâche constante et primordiale, plus que jamais actuelle, la lutte effective contre le danger de guerre, notamment par l'organisation de puissantes démonstrations prolétariennes à l'usine et dans la rue, et par la préparation méthodique de la grève politique de masse, en liaison avec la défense des revendications partielles des travailleurs.

Le Comité Central sur proposition du bureau politique estime qu'il ne convient pas de maintenir, pour le 1<sup>er</sup> Août 1930, le mot d'ordre de « grève politique de masse ». La « GRÈVE POLITIQUE DE MASSE » n'est pas un jeu auquel on se livre PÉRIODIQUEMENT et pour une journée (...).

La réalisation de la « GRÈVE POLITIQUE DE MASSE » exige un effort considérable du Parti pour le RASSEMBLEMENT ET L'ORGANISATION PRÉALABLES des prolétaires en parant des revendications les plus minimales de la classe ouvrière (augmentation de salaires, assurances sociales réelles aux frais des exploités et de l'État et gérées seulement par les ouvriers, journée de sept heures, etc.), pour aboutir à la lutte pour les objectifs politiques et fondamentaux du prolétariat.

Or, la journée du 1<sup>er</sup> Août 1929, première grande manifestation révolutionnaire internationale contre la guerre impérialiste et les journées des 6 mars et 1<sup>er</sup> mai 1930 ont souligné la faiblesse extrême d'organisation des masses et de leur guide, le Parti communiste.

Le 1<sup>er</sup> Août 1929 a mobilisé les masses dans une journée de grève politique. Le 1<sup>er</sup> Août 1930 doit connaître d'autres formes de lutte : démonstrations de rues, manifestations à l'intérieur et à la sortie des usines.

Le 1<sup>er</sup> Août 1930 doit se dérouler sous le signe de l'ORGANISATION DES MASSES, du renforcement du Parti communiste et des organisations révolutionnaires du prolétariat (...), pour la réalisation d'un véritable Front unique groupant les ouvriers communistes et socialistes, [et les syndiqués] unitaires, confédérés et inorganisés, dans les comités de lutte, élus démocratiquement par la masse et n'agissant que sous le contrôle permanent de la masse (...).

Le Comité Central, en indiquant pour le 1<sup>er</sup> Août d'autres formes de lutte que la grève dans tout le pays, condamne à l'avance les interprétations erronées et dangereuses des adversaires opportunistes et « gauchistes » de la ligne juste du Parti.

Il souligne contre les opportunistes que le retrait, pour le 1<sup>er</sup> Août, du mot d'ordre de GRÈVE POLITIQUE, ne signifie en aucune façon une atténuation de la lutte contre la guerre impérialiste, dont le danger croît, ainsi qu'en témoignent les événements quotidiens, non plus qu'un abandon de la « grève politique de masses ».

Il souligne contre les « gauchistes » que ce retrait ne signifie pas un recul vers des « formes périmées » de lutte, mais le souci de procéder à un rassemblement et à l'organisation de plus larges masses. »

Ce fut cependant encore un échec, relatif puisqu'il y avait plusieurs dizaines de milliers de personnes, mais c'est toujours l'environnement direct du Parti, alors qu'il y eut encore des arrestations préventives, comme celles du rédacteur en chef de l'Humanité Florimond Bonte et de son gérant Marcel Mérel-Vevoz, du secrétaire de la Fédération unitaire de l'Alimentation Maurice Simonin, du secrétaire de la Fédération des marins de la CGT Unitaire Auguste Dumay.

Il en alla de même pour le premier mai 1931, où même plus de mille personnes furent arrêtés à la suite d'un meeting au Cirque d'hiver, ou bien encore avec les 40 000 manifestants fin mai 1931 pour le rassemblement traditionnel pour célébrer la Commune de Paris.

Au lendemain du premier août 1931, c'est toujours le même terrible constat très dur qui s'impose : la mobilisation n'a pas dépassé le cadre habituel du Parti.

Et lorsque les Jeunesses Communistes essaient de manifester pour la Journée internationale de la jeunesse le 6 septembre 1931, la répression est immédiate et débouche sur une centaine d'arrestations.

Il y a même, au sens strict, régression ; il y a ainsi 3 300 cellules du Parti en 1927, mais seulement 1 350 en 1931, alors que le nombre de cellules d'entreprises passe lui-même de 900 à 300.

Le Parti Communiste est passé de pratiquement 54 000 membres en 1927 à 38 500 en 1929, puis un peu plus de 30 000 en 1931. L'Humanité a perdu des dizaines de milliers de lecteurs, tombant à 140 000, dont 27 000 à Paris.

C'est que le Parti Communiste a un grand problème et il est interne.

## **La nature du groupe Barbé-Celor et son impact**

Le problème de fond du Parti Communiste, c'est sa prise de contrôle par un groupe secret s'imaginant œuvrer pour son bien. On trouve à sa tête :

- Henri Barbé, grande figure des Jeunesses Communistes de la région parisienne, activiste ayant dans la seconde partie des années 1930 récolté 18 années de prison et 100 000 francs d'amende et y échappant en devenant parlementaire puis en fuyant en URSS où il travaille au sein de l'Internationale Communiste ;

- Pierre Celor, cadre communiste très engagé contre le colonialisme puis un haut responsable des Jeunesses Communistes, devenant ensuite un des principaux dirigeants devant agir dans l'illégalité en raison de la répression.

Henri Barbé et Pierre Celor étaient de purs produits du mouvement communiste français naissant ; nés tous les deux en 1902, ils représentent une nouvelle génération façonnée par l'ultra-activisme.

Ils sont les dirigeants de fait du Parti Communiste aux côtés de Benoît Frachon (né en 1893) et de Maurice Thorez (né en 1900), ces deux derniers étant absents de la mi-1929 à la mi-1930 en raison de leur emprisonnement.

Henri Barbé et Pierre Celor pensent avoir la ligne juste et prennent toutes les décisions par en haut, établissant un appareil parallèle pour contourner les liaisons habituelles. Cela asphyxie littéralement la vie intérieure du Parti Communiste qui devient à la fois insupportable et morte.

L'Internationale Communiste s'aperçut en 1930 qu'il y avait un véritable problème et chercha des explications ; il y eut alors une autocritique de la direction, Maurice Thorez apparaissant comme le plus en pointe à ce niveau.

Il formula cela de manière très juste dans une réunion au Comité Central de juillet 1930 :

« On doit lutter contre toutes les méthodes mécaniques et sans affaiblir la lutte contre les déviations opportunistes, réaliser une plus grande démocratie intérieure.

Dans le Parti, chaque ouvrier doit se sentir la possibilité d'émettre son opinion sans qu'immédiatement il soit traité d'opportuniste ou de social-démocrate.

Nous, Comité Central, nous devons dire cela au Parti. »

En juillet 1931, l'Internationale Communiste revint à la charge en ayant cette fois compris l'existence du groupe Barbé-Celor, qui est alors liquidé par le Parti Communiste.

Pierre Celor fut ensuite exclu en 1932, Henri Barbé en 1934 (tous deux deviendront par la suite des catholiques intégristes, fanatiques anticommunistes, Henri Barbé devenant même un activiste de la Collaboration).

Entre-temps, c'est Maurice Thorez qui redressa la barre, se faisant connaître comme le dirigeant du Parti au moyen d'une vaste campagne de rectification menée à travers différents articles dans l'Humanité publiés entre août et septembre 1931 par Maurice Thorez : « Pas de mannequins » le 14 août, « Que les bouches s'ouvrent » le 21 août, « Enfin on va discuter » le 1<sup>er</sup> septembre, « Jetons la pagaïe » le 23 septembre, alors que s'ouvre une nouvelle rubrique dans l'Humanité : « Sous les feux de la critique ».

Voici comment, le 28 octobre 1931, il caractérisa dans l'Humanité le problème que posait le groupe Barbé-Celor avec l'article « Pour un bon travail de masse – Caractéristiques politiques d'un groupe “sans principes” » :

« De tous les maux dont a souffert le Parti, dans ces dernières années, le moindre ne fut pas le développement dangereux d'un certain « esprit de groupe », - reflet des tendances sectaires ou réaction erronée devant les difficultés, - qui conduisit à un rétrécissement anormal des directions à tous les échelons.

Le Comité Central, dans sa session de mai, signala le danger au Parti. Il exigea formellement la liquidation de l'esprit de groupe et des tendances aux groupes plus ou moins formellement constitués.

En juillet, le Comité Central a constaté, malgré sa résolution de mai, non plus seulement le développement de l'esprit de groupe, mais bien *l'existence d'un groupe fermé* dont les membres, soumis à la discipline de groupe, se réunissaient en dehors des organismes

réguliers du Parti, pour se concerter et déterminer leur attitude commune dans tous les problèmes de la politique du Parti.

Le Comité Central, avec juste raison, considère le groupe comme une des causes essentielles de la régression temporaire de notre mouvement.

L'activité de groupe, en tout temps néfaste au Parti, a été dans la dernière période une lutte sans principes contre les directives pressantes de l'Internationale et contre les justes résolutions du Comité Central sur le *tournant*.

On doit dire « groupe sans principes » parce que les membres du groupe n'ont jamais formulé ouvertement des opinions nettement opposées aux résolutions du Parti et de l'Internationale Communiste.

Au contraire, ils ont prononcé de nombreux discours les approuvant. Ils ont ainsi trompé le Parti et l'Internationale Communiste en taisant leurs divergences.

Car le groupe, sans plate-forme définie, n'en exprime pas moins un système de conceptions erronées, - que d'autres camarades du Parti partagent ou ont partagées, ce qui les fit agir sous l'impulsion du groupe, - et qu'il convient d'analyser et de réfuter.

L'idéologie de groupe, en général, c'est la méfiance érigée en principe envers les forces de la classe ouvrière et du Parti, c'est l'étroitesse politique qui produit le sectarisme.

Les membres du groupe condamné par le Comité Central nourrissaient en outre leur sectarisme de considérations sur le rôle de la jeunesse.

Ayant tous appartenu à la jeunesse communiste ils « se considéraient comme ayant le monopole de la ligne politique juste. C'était le reflet du manque de confiance dans TOUT le Parti ».

Leur « méfiance sans base politique » s'étendait uniformément à tous les membres du Parti et des directions, avant tout aux militants des syndicats.

Il est clair que se manifeste ici une grave déviation. C'est plus que « l'avant-gardisme », cette erreur de caractère gauchiste qui se croient plus révolutionnaires que leurs frères aînés, membres du Parti.

La déviation du groupe s'apparente plutôt à la conception autrefois développée par Trotsky, pour qui « la jeunesse était le baromètre du Parti ».

Le Comité Central, tout le Parti bolchévique, et aussi la jeunesse communiste de l'Union Soviétique, condamnèrent vigoureusement cette opinion de Trotsky. De même fut condamnée l'erreur analogue de Chatzskine et autres en 1928-1929 (...).

Le groupe se considérait comme prédestinée », et, dès lors, tout son objectif consistait à préparer ou assurer l'exercice de cette prérogative d'un nouveau genre. Une telle suffisance est de nature petite-bourgeoise et n'a rien de communiste.

Cette première déviation des membres du groupe fait comprendre leur activité hostile à l'égard de tous les camarades de la direction qui n'étaient pas du groupe. Elle explique la pratique de désagrégation. »

Le Parti Communiste s'est ainsi bien élancé grâce à la bolchevisation réalisée en 1927-1928, sous l'impulsion de l'Internationale Communiste. Mais le processus a été mal calibré et a produit une ligne opportuniste de gauche, le groupe Barbé-Celor menant le Parti dans le mur en étouffant la vie intérieure, en détruisant les dynamiques idéologiques et en prolongeant un style à la fois syndicaliste révolutionnaire et sectaire.

En 1931, c'est la rectification et c'est Maurice Thorez qui la mène, alors que de nouveaux défis vont s'imposer très rapidement avec la montée du fascisme en France et qui vont révéler que c'est une ligne opportuniste de droite qui succède à celle de gauche.